

**Point de presse de la porte-parole -  
Égypte - Syrie - Processus de paix  
au Proche-Orient - Arabie saoudite  
- Situation dans le Golfe - Turquie -  
Libye - Venezuela - Ukraine -  
Pologne  
(Paris, 18 juillet 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a répondu aux questions suivantes :

**1 - Égypte**

**Q -** Suite à l'intervention de l'ambassade auprès des autorités égyptiennes en appui des démarches d'IPSOS êtes-vous satisfait des raisons données pour la fermeture du bureau de l'institut ?

**R -** Nous vous renvoyons à la réponse qui vous a été faite hier au point de presse, à laquelle nous n'avons rien à ajouter.

Pour plus de précisions, nous vous suggérons de contacter directement l'institut IPSOS.

**2 - Syrie**

**Q -** 1/ Israël est opposé à la trêve dans le sud du pays, car il estime que cela renforce la présence iranienne. Quelle est le point de vue de Paris sur ce point ?

2/ Par ailleurs, vous n'avez pas répondu clairement hier à la question de savoir si l'Iran fera ou non partie du nouveau groupe de contact que souhaite la France ?

3/ La feuille de route diplomatique et les négociations donneront-elles une place aux Kurdes à part entière ?

4/ M. Macron a fixé ses lignes rouges chimique et humanitaire le 29 mai, M. Le Drian s'est rendu à Moscou fin juin et M. Lavrov a été reçu à Paris début juillet. Quels sont les progrès enregistrés sur le volet humanitaire ? Avez-vous constaté des gestes concrets de Moscou ? Sur le chimique, y-a-t-il des engagements concrets de la Russie à relancer le démantèlement de l'arsenal du régime ?

R - 1/ Vous connaissez l'attachement de la France à la sécurité d'Israël.

Les discussions en cours entre les États-Unis, la Russie et la Jordanie ont pour but de mettre en place une zone de désescalade dans le sud. Tous les efforts permettant une réduction des hostilités sont utiles.

En lien avec ses partenaires, la France apporte toute son attention aux conditions d'établissement de cette zone, et notamment au retrait des milices.

2/ M. Jean-Yves Le Drian a rappelé au quotidien Le Monde qu'une solution politique en Syrie devait associer, «avec le soutien des Nations unies, les membres permanents du conseil de sécurité et les pays de la région».

Nous sommes en contact avec nos partenaires afin de progresser dans la concrétisation de cet objectif.

3/ Pour la France, il est clair que la réconciliation nationale passe par la prise en compte de toutes les composantes du peuple syrien, dans un cadre institutionnel qu'il lui appartient de définir.

Le communiqué de Genève et la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies sont le cadre de référence pour les pourparlers inter-syriens. Ces textes définissent clairement les parties prenant part à la négociation conduite par les Nations unies : les représentants de l'opposition et le régime.

Cette résolution réaffirme également que «le seul moyen de régler durablement la crise syrienne est un processus politique ouvert, conduit par les Syriens, répondant aux aspirations légitimes du peuple syrien et mené dans la perspective de l'application intégrale des dispositions du communiqué de Genève du 30 juin 2012».

4/ Le président de la République a identifié deux priorités stratégiques en Syrie sur lesquelles il est urgent d'obtenir des progrès tangibles.

Sur le plan humanitaire, comme l'a rappelé M. Jean-Yves Le Drian à Moscou le 20 juin, nous souhaitons que «la Russie puisse concourir à un accès sûr et sans entrave de l'aide humanitaire partout où elle est nécessaire». Nous continuons le dialogue avec Moscou sur ce sujet afin de renforcer l'efficacité de l'aide sur le terrain. L'acheminement sans entrave et en toute sécurité de l'aide humanitaire à toutes les populations dans le besoin sur l'ensemble du territoire syrien est une priorité dont la France discute avec ses partenaires.

Sur le dossier chimique, la Russie reconnaît comme nous l'emploi de gaz sarin lors de l'attaque du 4 avril 2017, emploi qui a fait l'objet d'enquêtes de l'organisation pour l'interdiction des

armes chimiques (OIAC) et a été confirmé par la mission d'établissement des faits.

C'est sur cette base que nous souhaitons travailler avec la Russie, dans le cadre des enceintes internationales appropriées, en particulier à l'OIAC. La Russie comme la France ont le même intérêt à protéger le régime de non-prolifération chimique.

### 3 - Processus de paix au Proche-Orient

Q - La France est prête à appuyer «toutes les initiatives diplomatiques». L'initiative internationale initiée par Paris l'année dernière fait-elle encore partie des options ou a-t-elle été définitivement abandonnée ?

R - Le président de la République a souligné que «la France est convaincue aujourd'hui de la nécessité de relancer une dynamique politique forte, crédible», qui permette d'aider les parties à renouer les fils du dialogue et de les accompagner vers la reprise et la conclusion d'un processus politique.

C'est dans cet esprit qu'il a reçu à Paris MM. Mahmoud Abbas le 5 juillet et Benjamin Netanyahu le 16 juillet. La France, dont l'engagement en faveur de la résolution du conflit israélo-palestinien est constant, continuera de se mobiliser en faveur des initiatives qui vont dans ce sens et y jouera son rôle. Il importe par conséquent que les conclusions de la réunion qui s'est tenue en janvier 2017 à Paris, qui soulignaient la nécessité d'une solution à deux États, soient bien prises en compte dans les efforts de la communauté internationale en faveur de la paix au Proche-Orient, et la France y veillera.

### 4 - Arabie saoudite

Q - Sur les 27.5 milliards d'euros de contrats civils signés en Arabie saoudite depuis 2012 combien sont des commandes/contrats fermes et combien des MoUs ou lettres d'intention ? En particulier depuis l'annonce de 10 milliards d'euros de contrats signés en octobre 2015 combien sont des commandes fermes ?

R - Les contrats conclus par les entreprises françaises concernent principalement les domaines des transports, des services urbains, de l'énergie, ainsi que de la défense et de la sécurité.

Je vous renvoie sur les entreprises pour plus de détails.

### 5 - Situation dans le Golfe

Q - Peut-on conclure que le ministre n'a pas eu d'assurances pendant sa visite dans le Golfe que la crise du Qatar n'aura pas d'impact sur vos relations commerciales dans la région?

R - La France entretient des relations d'amitié et de confiance avec chacun des pays du CCEAG et c'est forte de cette amitié et de cette confiance qu'elle a souhaité, par la voix du président de la République et à travers la tournée du ministre, exprimer sa préoccupation et apporter sa contribution à la recherche d'une solution.

Dans les quatre pays qu'il a visités, le ministre a pu avoir des entretiens denses et approfondis avec ses homologues et avec les plus hautes autorités. Il a saisi l'occasion de ce déplacement pour évoquer nos relations bilatérales et convenir des prochaines étapes pour en exploiter tout le potentiel. À aucun moment il ne lui a été demandé que la France ou ses entreprises choisissent entre l'un ou l'autre de leurs partenaires.

Le dynamisme de nos échanges avec l'ensemble des pays du CCEAG témoigne de la qualité de ces relations.

## 6 - Turquie

Q - Quelle est votre réaction après que la Turquie a confirmé la détention de six activistes d'Amnesty International ?

R - Nous nous sommes exprimés sur la situation des droits de l'Homme en Turquie hier et les termes de la réponse que je vous rappelle ci-après sont plus que jamais d'actualité.

La France souligne que le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, en particulier la liberté d'expression, le droit à un procès équitable et le droit à un recours effectif, dans le cadre de l'État de droit, est indispensable à l'exercice de la démocratie. Il constitue le socle essentiel des engagements européens et internationaux de la Turquie.

À ce titre, la France reste préoccupée par les arrestations qui ont visé récemment des responsables turcs d'Amnesty International ainsi que d'autres défenseurs des droits de l'Homme et des journalistes. Nous demandons leur libération rapide.

## 7 - Libye

Q - Pouvez-vous nous donner des précisions sur les initiatives diplomatiques annoncées par le président de la République sur la Libye ?

R - La sortie de crise en Libye passe par un compromis politique qui réunisse sur une base inclusive les différents acteurs libyens.

La France poursuivra son dialogue avec les parties libyennes intéressées à un compromis politique et s'assurera que les pays exerçant une influence en Libye oeuvrent avec elle à une

sortie de crise dès que possible. Elle est disponible pour faciliter la mission du nouveau représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Libye, M. Ghassan Salamé.

## 8 - Venezuela

Q - Est-ce que vous souhaitez que l'Union européenne prenne des mesures économiques contre le gouvernement de Nicolas Maduro au Venezuela s'il menait à bien son projet d'assemblée constituante ?

R - La priorité est pour nous d'encourager le gouvernement à prendre des mesures positives pour faire cesser les violences et apaiser les tensions, et d'encourager toutes les parties à s'engager dans un dialogue sincère.

Nous appelons au respect de l'État de droit et à un dialogue politique crédible, fondé sur la volonté de toutes les parties d'aboutir à un compromis pour mettre un terme à la grave crise actuelle dont les Vénézuéliens sont les premières victimes.

C'est également la position qui a été exprimée hier par la haute représentante, Federica Mogherini, à l'issue du conseil affaires étrangères à Bruxelles.

## 9 - Ukraine

Q - Le leader de la République populaire autoproclamée de Donetsk Alexandre Zakhartchenko a proclamé mardi la création d'un nouvel état de Malorossiia. Avez-vous une réaction ?

Nous appelons la Russie à dénoncer ce fait accompli, qui est une violation des accords de Minsk et trahit l'esprit des négociations dans le format Normandie. La Russie doit intensifier ses efforts pour parvenir à mettre un terme à ce conflit.

La France demeure attachée au plein rétablissement de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues. Les accords de Minsk, signés par la Russie et l'Ukraine, endossés par le format Normandie ainsi que par le conseil de sécurité des Nations unies, sont le seul cadre reconnu par l'ensemble des parties pour parvenir à la résolution pacifique et durable de la crise entre ces deux pays.

## 10 - Pologne

Q - Comment réagissez-vous à la nouvelle réforme judiciaire en Pologne et aux manifestations qu'elle entraîne ?

R - Nous sommes préoccupés par les réformes judiciaires en cours en Pologne après l'adoption notamment de deux projets de lois controversés sur le conseil national de la magistrature et la nomination des présidents des tribunaux. La commission mène un travail exigeant et précis que nous soutenons pleinement.

Nous encourageons la commission à poursuivre ses efforts et invitons les autorités polonaises à apporter les réponses appropriées. La France souhaite que les États membres restent saisis de cette question./.